

apl

LA
RENTABILISATION
VA
BON
TRAIN
LA
SNCF



**ouest
INFORMATION**

186 / 16 mai

2F

ouest france DÉCONNNE!

page 2 : à genoux devant Anne-Aymone

page 3 : antinucléaire : compte-rendus
et communiqués sabotés



SOMMAIRE

LES AMOURS CELEBRES

"Ouest-France" et "Anémone"..... P. 2

NUCLEAIRE

Le Pellerin : Ouest France 1er saboteur P. 3
Auto-réduction anti-nucléaire..... P. 4
Energie solaire et habitat..... P. 5/6

INTERNATIONAL

Vietnam : la situation à Ho Chi Min.. P. 7/8
Non à la campagne raciste contre le
le Front Polisario. P. 9

ECOLE

Nantes : manif pour un lycée Nord.... P. 10
Saint Nazaire : Fête de l'école..... P. 10/11

Les piétons parlent aux piétons..... P. 11

APL SAINT NAZAIRE..... P. 12

REPRESSION

Soutien à SENESE..... P. 13
Non à la peine de mort..... P. 13

OUVRIERS

A la MAN, climat tendu..... P. 14
Pour le maintien de l'IMP de Pontchateau 14/15
SNCF : la rentabilisation va bon train P. 16
à P. 19

Enfin un premier pas vers la gratuité
des bus..... P. 19/20
La Navale sabordée..... P. 20/21
Chauty : contre les bus gratuits..... P. 22

CALENDRIER

MARDI 17 MAI

- 20 H 30 Montage diapo et débat sur le nucléaire avec le CRIN au Foyer des Jeunes du petit Chantilly. 48 rue Goupil 44700 ORVAULT.
- Cinémathèque salle Vasse 21 H, "Prolétariat et cinéma" : La bête humaine" de Renoir.
- Réunion sur l'autoréduction EDF contre le nucléaire à la Fraternité Protestante (voir page 4).

MERCREDI 18 MAI

- MJEP de Saint Nazaire à 20 H montage et débat : "Les travailleurs et l'école" (voir pages 10/11)
- Réunion à 20 H 30 à Nantes, 9 rue des Hauts pavés à propos des dictatures exposant aux "Floralies" (voir ci-dessus).

SAMEDI 21 MAI

- Fête de l'Ecole à Saint Nazaire (préparation le jeudi 19 et le vendredi 20, voir P.10)
- Intervention passage du Voisin à Nantes (voir page 11).

DU 21 AU 24 MAI

Saint Nazaire au cinéma Celtic : "comment Yu Kong déplaça les montagnes" 3 ème partie, "autour du pétrole" (samedi à 17 H 30, dimanche à 10 H, lundi et mardi à 20 H 30).

MARDI 24 MAI

- 15 H au Foyer de la Jeune Travailleuse, place Ste Elisabeth : coordination des femmes :
 - la Fête des Mères ;
 - Rencontre internationale des femmes à Paris ;
 - Proposition d'une rencontre femmes à Nantes et d'un week-end en juin.

Les fleurs de la Dictatures ! ... à la Beaujoire

L'Afrique du Sud, le Chili et d'autres nations tout aussi "sympathiques" exposent très officiellement aux "Floralies" de Nantes.

Même s'ils nous le "disent avec des fleurs", peut-on tolérer leur présence avec aussi peu d'inquiétude ?

Les fleurs, pour belles qu'elles sont, ne doivent pas faire oublier que là-bas le sang coule sous la houlette des généraux, que l'Apartheid écrase les peuples noirs.

Nous appelons toutes les organisations démocratiques, anti-imperialistes, révolutionnaires... et tous ceux qui trouvent cela anormal comme nous, à une réunion exceptionnelle :

LE MERCREDI 18 MAI A 20 H 30

au local du "Centre Nantes Tiers Monde", C.A.O. et P. T.
9, rue des Hauts Pavés NANTES

pour parler de l'action à entreprendre de toute urgence.

C.N.T.M. et Camp. Anti-Outspan

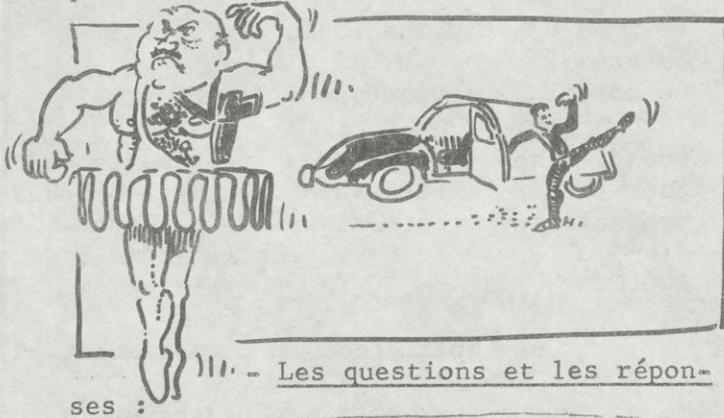
"Ouest France" et "anémone"

Quelques belles perles d'Anne Aymone Giscard d'Estaing dans les interview et compte-rendus de Ouest France.

- Dans la présentation de l'article.

"10 H 58 ce matin-là à l'Elysée : six D S noires s'engouffrent soudain dans la cour.

Les pneus crissent sur le gravier. Comme dans un ballet de Béjart, les chauffeurs dansent vers les portières d'où jaillissent les hôtes attendus au palais présidentiel."



Q : "Une Madeleine fameuse évoquait à Proust des souvenirs d'enfance. Des fleurs s'attachent-elles ainsi, Madame, à des souvenirs de votre vie d'adolescente ou de jeune fille ?"

R : (un sourire) "Oui. Je n'avais pas tout à fait 18 ans, je crois et nous n'étions pas encore fiancés. Le président m'avait fait adresser un magnifique bouquet d'anémones et cette attention m'avait fort touchée.

"Depuis, le président, qui aime beaucoup les fleurs, m'a offert bien sûr d'autres bouquets, mais je n'ai jamais oublié le premier".



Q : "Madame la Présidente, conciliez-vous facilement les différentes sollicitations de votre charge et les exigences de votre vie personnelle ?"

R : "Vous savez, j'ai une vie de famille très régulière, très enrichissante.

"Je dialogue beaucoup avec mes enfants ; ils m'interrogent. Je raconte, je décris.

Mes enfants considèrent que les horizons qui sont ceux de ma fonction sont un enrichissement pour chacun".



QUESTIONS AU COMITE FRANCE-AMERIQUE LATINE

La semaine dernière, dans l'APL n° 185, nous publions 4 pages sur la répression au Chili... Deux choses au moins paraissent choquantes dans cet article.

- une omission : au sujet des arrestations arbitraires et de leur dénonciation, les seuls exemples cités sont les militants de l'Unité Populaire (PC + PS), du mouvement syndical, de la Démocratie Chrétienne, et les "personnalités démocratiques". (page 15)

Même chose page 17 lorsque l'article cite un certain nombre de personnes arrêtées. Il n'est pas question dans ces lignes, du sort des militants révolutionnaires chiliens (MIR etc...). Ceux-ci ne sont pourtant pas laissés pour compte de la répression, et il paraît gênant qu'ils soient les laissés pour compte de la solidarité.

- une affirmation : celle de "servir le légalisme du peuple chilien" qui semble exclure, même dans la lutte contre Pinochet, l'emploi des procédés autres que ceux de la légalité ; chose qui, au Chili comme ailleurs, ne fait pas l'unanimité.

APL

Nucléaire, Centrale du Pellerin :

QUEST-FRANCE PREMIER SABOTEUR



Saboteur... de la mobilisation, évidemment ! Ouest-France traditionnellement libéral n'a pas fait de cadeau aux manifestants du 8 mai.

Avant la manifestation :

Tandis que les déclarations du Préfet annonçant l'enquête d'Utilité Publique s'étalent dans une pleine page, les communiqués d'appel au rassemblement "trop nombreux" paraît-il, sont ramassés sur quelques colonnes et complètement dénaturés.

Ainsi, le lecteur d'Ouest-France, a-t-il pu croire que la CFDT Départementale appelait au rassemblement, ce qui est faux. (en effet, l'Union Départementale, opposée en principe à la Centrale, n'appelait pas : aucun compromis avec les comités de base, non représentatifs...)

Quand au communiqué des Paysans - Travailleurs, soutenant lui, l'action des comités, il est purement et simplement censuré. Seul l'APL l'a publié.

Le lendemain de la fête anti-nucléaire qui fut un succès incontestable, Ouest-France bat les records :

Sur le chiffre tout d'abord, Ouest-France donne moins de dix mille quand les gendarmes eux-mêmes sur la demande d'un militant du service d'accueil, donnent à 18 heures une estimation de 12 à 13 mille. Ordinairement, le chiffre de la police n'est pas supérieur à la réalité, bien au contraire. Ordinairement, Ouest-France quand il n'a pas la possibilité de compter les manifestants, donne un chiffre intermédiaire entre celui des organisateurs (parfois forcé) et celui de la police. Moins que les flics : c'est la première fois !

Enfin, les commentaires : ils insistent à plaisir sur "les très jeunes manifestants", sur "l'absence de la classe ouvrière" et sur l'absence dans les débats de "ceux qui considèrent l'implantation du nucléaire comme nécessaire au développement de l'industrie dans la zone Loire".

Une explication à toutes ces bavures ?
Le soleil ? Le vin rouge ?

NON CAR ...

Ouest - France n'était pas représenté ce jour-là sur le terrain par un des nombreux journalistes progressistes de la Rédaction, mais par le Directeur lui-même : ROBIN.

Une explication au comportement de ROBIN ?
Nous n'en n'avons pas. Tout juste un rappel : Robert HERSANT, ancien collaborateur notoire, député R.P.R. de l'Oise, ami de Chirac, propriétaire du Figaro, France-soir, de la moitié de la presse de province, possède à Nantes, l'Eclair et 40 % des actions de Presse-Océan. Il se prépare à restructurer tout cela, et à lancer à l'horizon 78 un quotidien régional de combat, au service du patronat et du pouvoir.

Qui est pressenti pour en prendre la direction à Nantes ? : Georges ROBIN, directeur de la rédaction d'Ouest-France à Nantes et correspondant au Pellerin le 8 mai 77.
(Information donnée par Ouest-Unité en Janvier 77).

Un participant



AUTO-REDUCTION ANTI-NUCLEAIRE

Lancée en février dernier aux Assises de Malville, la Campagne d'autoréduction antinucléaire prend de l'ampleur.

Des groupes d'abonnés se sont constitués dans plus de 40 villes... Le Cap des 2 000 réducteurs est dépassé... Leur nombre grandit toujours.

Dans notre région, le mouvement démarre. Des listes recueillies dans les comités comptent une soixantaine de participants. Trois interventions en groupe ont déjà eu lieu dans les bureaux d'EDF à Nantes (avec information du personnel et des clients).

L'autoréduction deviendra réellement un moyen efficace pour lutter contre la centrale du PELLERIN et le programme nucléaire si nous savons l'organiser dans les quartiers et les localités, si elle est collective et prise en charge beaucoup plus largement.

A la fin de l'année ce "BOYCOTT DE L'ELECTRICITE NUCLEAIRE" pourra peser lourd dans la balance. Pour cela, nous devons le dynamiser.

(Chaque autoréduction, chaque paiement des 15 %, chaque intervention à EDF seront l'occasion d'exprimer notre refus du programme nucléaire et notre volonté de contrôler l'usage qui est fait de notre argent.

Chaque retrait de 15 % sera un nouveau coup porté à la politique d'EDF, en attendant l'épreuve de force...



Dans ce but, une REUNION sur L'AUTOREDUCTION est organisée le

MARDI 17 MAI A 20 H 30

A LA FRATERNITE PROTESTANTE
3, rue Amiral Duchaffault
NANTES.

Nous y aborderons notamment :

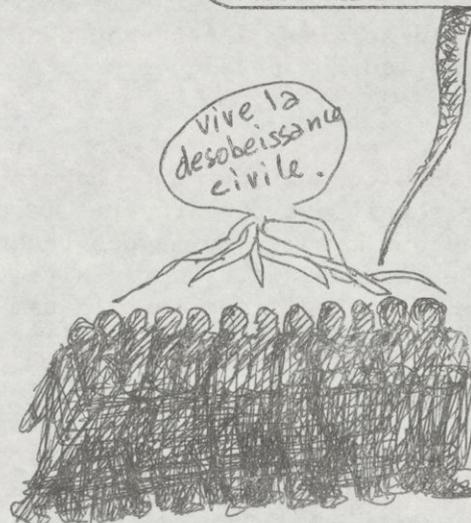
- L'intérêt d'une telle campagne,
- Le point de l'action au niveau national et local,
- La stratégie à adopter,
- Les aspects techniques, juridiques et financiers,

Les modalités pratiques,

L'organisation dans la région (Comités locaux et de quartiers, contacts avec les associations et les syndicats...).

Nous espérons que vous pourrez participer à cette rencontre et y inviter le maximum de personnes.

Commission Autoréduction
15 % EDF - CRIN
37, rue des Rochettes
44000 NANTES



ENERGIE SOLAIRE & HABITAT

LE SOLAIRE, CHEZ NOUS AUJOURD'HUI

Les maisons solaires sont peu nombreuses et assez chères. Pour le chauffage des baraques, il y a une grande quantité de solutions :

- 1) Energie solaire : le captage, la transmission de chaleur, le stockage et la restitution de la susdite chaleur ;
- 2) Le chauffage d'appoint, le choix de la solution globale (de la combinaison-chauffage retenue) dépend du climat des matériaux locaux, du type de maison désirée, etc...

Actuellement, les études sont refaites à chaque fois, cas par cas. Ça coute du temps, du fric, et ça peut en décourager plus d'un.

Les gens prêts à investir dans un système de chauffage qui semble pas tout à fait éprouvé sont assez rares ou bien, ont les moyens.

MAISONS SOLAIRES, CHATEAUX SOLITAIRES.

En général, il s'agit de maisons individuelles : le statut de propriété privée, ça veut dire un seul usager qui prend en charge le choix de l'énergie solaire, l'étude et sa réalisation, ou qui paye quelqu'un pour le faire.

Habiter un logement chauffé par le soleil est donc réservé le plus souvent aux membres de la petite et moyenne bourgeoisie, propriétaire d'une maison individuelle à la campagne ou en périphérie des villes.



RIEN POUR LE SOLAIRE

Si les solutions solaires sont si peu fréquentes, c'est aussi à cause du matraquage idéologique d'EDF : tout électrique = tout nucléaire (= tout policier)



Les alternatives possibles sont donc présentées comme utopiques, marginales, dérisoires, pas au point.

Dans le cadre des logements collectifs, ni le secteur privé - promoteurs -, ni le secteur public - organismes HLM -, ne poussent vraiment pour imposer les alternatives (solaires, éoliennes, géothermie...)

TIENS REV'LA LE GRAND CAPITAL

Néanmoins, de gros monopoles comme ST GOBAIN (et la Banque de SUEZ) qui contrôle déjà une grosse partie de la production du cadre bâti : matériaux, entreprises de Travaux Publics, maisons préfabriquées (Phénix, Alskanor...) - voient dans les installations solaires un nouveau marché (intérieur et extérieur).

Une société - la CETHEC - vient de se créer, regroupant ST GOBAIN, PONT-A-MOUSSON, FIVES BABCOK et HEURTHEY pour promouvoir les centrales solaires industrielles en France et à l'étranger, en collaboration avec le CNRS et EDF.

Une autre société, aux mêmes objectifs, comprenant le groupe BERTIN et PECHINEY UGINE KUHLMAN doit s'associer avec le Commissariat à l'Energie Atomique. Les contradictions n'étouffent pas tellement les messieurs - ça va pour eux -

De toutes façons, ça vaut le coup de contrôler la production des composants

.../...

et en même temps s'offrir une image de marque de "non polluant patenté" (à la pointe du combat pour résoudre la crise énergétique qui terrasse l'Occident !!!).

Entre les mains du capitalisme, l'énergie solaire devra servir les mêmes lois que les autres techniques (profit, rentabilité, and Co non limité).

On peut aussi facilement imaginer des gentillesse du système, style taxe sur les surfaces de capteur solaire (comme autrefois l'étaient les surfaces de fenêtres, aujourd'hui les récepteurs de radio-télé).

ENERGIE SOLAIRE & LUTTE ANTINUCLÉAIRE

Dès maintenant, une (modeste) contribution à la lutte antinucléaire. Peut-être un des moyens d'ébrécher le mythe "le nucléaire = notre planche de salut".

Actuellement quelle intervention par rapport au solaire ?

Non pas favoriser la démerde (autonomie individuelle, économie de fric à moyen terme) pour quelques uns déjà privilégiés (économiquement, socialement), mais affirmer le refus populaire d'une électricité produite par une société qui sacrifie allègrement la santé et la liberté des travailleurs aux petites douceurs de notre époque (Profit, contrôle policier, impérialisme etc...).

Que faire pour que l'énergie solaire soit connue et reprise par les couches populaires ? :

Diffuser les informations au maximum, faire connaître les expériences, leurs limites, développer des recherches pour des applications à des solutions assumées collectivement ; logement groupé (lotissement, immeuble, en surface ou en hauteur peu importe, c'est plus les rapports sociaux, les possibilités de vie collective qui sont importantes que la forme de la solution logement).

Mais cette dernière proposition, c'est déjà imaginer que le logement est une valeur d'usage que l'on contrôle, qu'on modèle, alors que c'est une marchandise (régie par les lois du capitalisme) et le cadre de la reproduction de la force de travail (mêmes lois, mêmes maîtres).

LE LEVER DE SOLEIL DU GRAND SOIR ...

Le surlendemain de la révolution, socialiste (le lendemain y'aura peut-être une journée pour régler les trucs plus urgents) ; y'aura peut-être intérêt à développer des technologies qui semblent moins incompatibles (que le nucléaire) avec une appropriation directe de l'énergie par ses utilisations (contrôle des conditions de sa production et des usages) ; Des solutions, appliquées à l'habitat à des espaces publics ou industriels, dans le cadre d'unités sociales, décentralisées où les rapports sociaux pourraient être fort différents de ceux régis par la société capitaliste.

POUR DISCUTER DE TOUT CA, rassembler les informations, discuter quelles interventions on veut privilégier, et préparer une réunion prochaine, amorcer un débat.

Ecrire au Collectif ENERGIE ET HABITAT
Librairie 71
29, rue Jean Jaurès - NANTES



VIETNAM :

LA SITUATION À HO-CHI-MINH-VILLE

La situation reste encore difficile à Ho Chi Minh ville.

Des milliers de chômeurs, une misère importante, bref, une situation économique dure et incertaine offre un terrain propice pour certains activistes de l'ancien régime.

On relève quelques attentats meurtriers, mais surtout les suites de la guerre psychologique organisée par les américains avant de quitter le pays, continue à faire régner des rumeurs alarmistes et entretiennent dans la population urbaine une certaine psychose.

Mais, tous ceux qui résident à Ho Chi Minh ville, ne vivent pas dans la désolation.

La production industrielle se porte bien : les usines textiles de la ville et de la zone industrielle de Bien Hoa, par exemple, ont dépassé les mois derniers le plan qui leur était assigné, de 6,7 % à 29,7 % selon les cas.

Mais, l'activité industrielle n'occupe qu'une petite partie de la main-d'oeuvre disponible.

L'effort principal consiste à créer une ceinture vivrière autour de l'agglomération qui puisse assurer son alimentation.



Des millions de m³ de terre ont été déplacés dans les quartiers suburbains pour creuser des canaux d'irrigation et des digues.

Neuf fermes d'Etat sont en cours d'implantation dans la banlieue : 60 000 personnes y sont mobilisées, avec l'aide des brigades de la jeunesse de choc, d'équipes de défrichement, de labourage, de hersages mécaniques.

Il s'agit d'exploiter 40 000 hectares. Hoc Mon, le plus grand district suburbain, dans la proche banlieue, se spécialise dans les cultures maraichères et fournit actuellement 200 tonnes de légumes chaque jour à la ville.

Une trentaine de "bourgeois" y font d'ailleurs une expérience originale : investissant leurs capitaux dans une exploitation de 200 ha, ils ont établi la première ferme mixte (Etat-privé) d'Ho Chi Minh ville.

Dans l'agglomération proprement dite, une certaine épargne a pu être rassemblée avec l'ouverture de nombreux livrets de caisse d'épargne à la Banque d'Etat.

Une partie de ce solde créditeur est tout naturellement dirigée vers la terre et des équipes de travail sont envoyées dans les campagnes pour étudier les possibilités de production et les besoins de crédit.

(D'après Vietnam Information).

FEMMES EN RÉÉDUCATION "COMME DANS UN PENSIONNAT"

*- Camps de travail,
lavages de cerveaux ?*

"Camps de travail", "lavages de cerveaux", de nombreuses informations erronées ou peu précises circulent en Europe ou aux U.S.A. sur les méthodes employées par le nouveau gouvernement vietnamien.

Le témoignage que nous publions, tiré d'une revue vietnamienne apporte un élément d'information concret et une anecdote significative de la "Rééducation" dans le nouveau Vietnam réuni.

Le Thi Le, une femme de 26 ans, se trouvait dans le groupe qui vient de quitter un camp de rééducation de la province deltaïque de Han Giang.

Ce qui justifiait sa présence dans le camp ?

Sa carrière dans la police saïgonnaise... : engagée en 1970 comme enquêtrice, elle avait été promue capitaine en 1972 et s'était consacrée d'abord à l'examen des dossiers des "crimes" des révolutionnaires.

Mutée à Soc Tran, elle s'occupait ensuite de pourchasser les déserteurs.

En 1973, elle passa au département de la guerre psychologique, mettant toute sa compétence à falsifier les Accords de Paris et à dénigrer le F. N. L.

Enfin, en janvier 1975, elle était nommée à la direction des forces de police de la province de Lan Tho.

Interviewée à la sortie du camp de rééducation, elle reconnut qu'au moment de la libération elle avait pensé que sa dernière heure allait sonner.

"Mais, à ma grande surprise, les cadres révolutionnaires qui nous recevaient, se montraient très affables.

Les plus âgés d'entre eux, auxquels nous nous adressions en les appelant "oncles" nous ont traités avec la plus grande amabilité et nous ont fait une analyse approfondie du vrai et de l'erroné, du bien et du mal.

"Nous n'avions jamais l'impression d'être internés.



Nous recevions la même ration que les officiers du camp.

On nous a donné des terres et des instruments pour planter des légumes afin d'améliorer nos repas.

Quand je tombais malade, j'étais autorisée à rentrer chez moi pour des consultations médicales.

Il nous était permis de retourner dans notre famille à l'occasion des anniversaires de nos ancêtres.

Les femmes que nous sommes n'étaients pas obligées de faire les travaux pénibles, comme de fendre le bois de chauffage. Nous nous sentions comme dans un pensionnat!

Revenue à Soc Trang, Le Thi Le se propose aujourd'hui d'entretenir une ferme pour être indépendante de sa famille.

NOTE A.P.L./

Ce texte amène à réfléchir :

Bien que témoignage unique, il traite du problème de la réinsertion des ennemis politiques, criminels et autres... après une lutte de libération nationale ou révolution (liberté totale ? exécution ? rééducation ?)

De toute façon, ce témoignage est intéressant car il présente le Vietnam sous un autre aspect que celui que l'on trouve habituellement dans la grande presse.

Des livres et articles sur le Vietnam édités à Hanôï sont actuellement en vente à la Librairie 71, ainsi que la revue de l'Association Fraternité Vietnam : "Vietnam Info".

L'association Fraternité Vietnam, rappelle son adresse pour toute personne intéressée par la souscription qu'elle lance actuellement :

"Un train pour le Vietnam"
Fraternité Vietnam
11 rue du Chapeau Rouge
44000 NANTES

Fraternité Vietnam /

APRÈS ZOUERAT : NON À LA CAMPAGNE RACISTE CONTRE LE FRONT POLISARIO

Le 1er mai 1977, un médecin français et sa femme trouvaient la mort lors d'une attaque du Front Polisario contre la ville minière mauritanienne de Zouerat.

Six autres français sont portés disparus.

Depuis lors, nous assistons en France, tant de la part du gouvernement que de la droite, à une véritable campagne de diffamation quant aux objectifs poursuivis par le Front Polisario.

Comme pour le FLN..

L'Association des Amis de la R. A. S. D. remarque qu'il a fallu la mort de deux français pour que le gouvernement et la presse de droite reconnaissent, en s'indignant, l'existence et la force du peuple Sahraoui et du Front Polisario.

Cela n'est pas pour nous étonner ; en effet, lors des bombardements au napalm et au phosphore contre les camps de réfugiés, qui avaient fait des centaines de victimes, ce même gouvernement, non seulement n'a jamais protesté, mais a continué à livrer les armes nécessaires à cette tentative de génocide.

Depuis, le gouvernement français cherche à créer la confusion en faisant croire à l'opinion qu'il s'agit d'un conflit dont l'Algérie serait l'instigatrice.

Par leurs déclarations, Monsieur de Guiringaud, Ministre des Affaires Etrangères, et Monsieur Galley, Ministre de la Coopération, ont cherché à discréditer l'Algérie, marquant ainsi clairement l'engagement du gouvernement français aux côtés du Maroc et de la Mauritanie.

Ils tentent de nier l'existence d'un peuple sahraoui et du Front Polisario, comme à une certaine époque le gouvernement français niait l'existence d'un peuple algérien et du F. L. N.

On a vu que ce genre de politique est inévitablement vouée à l'échec.

L'Association des Amis de la R. A. S. D. note que la campagne de presse actuelle cherche à raviver un certain racisme anti-algérien, tel qu'il pouvait se manifester pendant la guerre d'Algérie, et qui est lié à la situation politique intérieure française.

Le gouvernement français ne serait pas mécontent, en envenimant la situation, de provoquer indirectement le départ ou l'expulsion d'une partie de la migration algérienne.



L'Association des Amis de la R. A. S. D. dénonce le renforcement de l'aide française à la Mauritanie et au Maroc, notamment par la livraison de matériel de guerre et par une assistance militaire camouflée sous l'étiquette de coopération technique.

Soutien total

L'Association des Amis de la R. A. S. D. réaffirme son soutien total à la lutte du peuple Sahraoui, qui défend son droit à l'existence, et qui lutte les armes à la main contre les armées de Hassan II et de Moktar Ould Daddah, qui ont envahi son territoire, violant ainsi les résolutions des instances internationales qui recommandaient l'autodétermination du peuple Sahraoui.

Association des Amis de la République
Arabe Sahraoui Démocratique

(Paris, le 10 mai 1977).

MANIF. pour un LYCÉE - NORD

Samedi 7 mai, près de 1 000 personnes ont manifesté dans le quartier du Petit Chantilly Record pour le Lycée Nord.

Dans la manifestation, nous avons pu remarquer la présence des nouveaux élus de gauche de Saint Herblain et Orvault.

Le Comité des Ecoles d'Orvault réuni le 23 février et 13 avril 77 constate :

- que chaque année, de plus en plus d'enfants sortent des classes de 3^{ème} des C.E.S. Ferrière, Angevinière Carcouet etc.... ;
- que la majorité d'entre eux sont accueillis dans les lycées nantais ;
- que ces lycées sont saturés : 950 élèves supplémentaires pour tous les lycées nantais ;
- que nos enfants sont scolarisés dans des classes de seconde comptant en moyenne 35 voire 38-39 élèves par classe.

■ C'EST DONC UN NOUVEAU LYCEE
DANS LE NORD OUEST DE NANTES QU'IL
FAUT CREER !

■ CE N'EST PAS UNE IDEE NOUVELLE

1969 : acquisition d'un terrain par la Municipalité d'Orvault.

1971 : le recteur et le Préfet approuvaient la nécessité de l'ouverture d'un lycée Nord-Ouest dans la programmation triennale 73-74-75.

1972-1976 : Rien ! Malgré les démarches des comités de liaison des Parents d'élèves F.C.P.E. CORNEC.

1977 : C'est un lycée polyvalent 924 + 144 hôtellerie qui doit être programmé au cours des années 78 et suivantes.

■ QUE DE PROMESSES !

QUEL CREDIT POUVONS NOUS ACCORDER AUX
DECLARATIONS DU RECTEUR ET PREFET.

Lycée reconnu nécessaire en 1973, puis lycée envisagé seulement pour 1978 et.... !!!

■ QUE FAUT-IL FAIRE ?

Force nous est de constater que bien souvent l'ouverture d'établissements scolaires n'a pu se concrétiser à temps que grâce aux démarches et actions des parents et enseignants.

Ce samedi 7 mai, peu d'enfants sont allés à l'école. Une motion a été déposée à la Préfecture.

Correspondant A. P. L.

LES TRAVAILLEURS et L'ECOLE SAINT NAZAIRE

MERCREDI 18 MAI (MJEP)

LES TRAVAILLEURS ET L'ECOLE - débat.

- Avec la participation :
- d'organisations ouvrières de Saint Nazaire ;
 - de représentants de paysans ;

Débat animé par BERNARD CHARLOT, auteur de "L'illusion pédagogique".

Témoignage de NICOLE LE GARREC qui prépare un montage sur l'école et les travailleurs.

Encore plus qu'au cours des deux débats précédents ("Corps et Ecole" "Langues et école"), une réflexion sur l'école et le monde du travail ne saurait être le privilège des scolaires enseignants, élèves, parent d'élèves ou pédagogues !

"Quand on ne sait pas, on enseigne ; quand on ne sait pas enseigner on fait des conférences pédagogiques"

B. SHAW

Des travailleurs engagés dans un certain monde du travail, avec les

analyses qui sont les leurs, doivent venir dire comment ils vivent leurs relations passées et présentes avec l'Ecole et le Savoir.

Quelles sont leurs critiques vis à vis de l'école en tant que institution de notre société ?

Quels sont leurs besoins propres et non pas les besoins que cette société leur impose (comme on le voit par exemple dans le cadre de la formation permanente) ?

Quels sont les besoins des jeunes issus des milieux de travailleurs par rapport à une vision du devenir social autre que celle de la classe dominante ?

Partant de là, que peut-on faire aujourd'hui dans l'Ecole, compte tenu des contraintes et limites imposées par l'institution et la société pour que les travailleurs s'y forment des instruments utiles à leur combat ?

Ce débat aura lieu à 20 H 45 et sera précédé à 20 heures d'un montage d'étudiants de l'I.U.T. "Les cinq têtes en guerre".



Après les débats des jours précédents, d'autres rencontres ; d'autres échanges, plus ouverts, plus éclatés, plus directs.

Dans une ambiance de fête, avec des jeux, de la musique, du théâtre, de la vidéo, des expositions, des débats...

Sous chapiteau :

- Musique : Irlandaise, bretonne, sud-américaine, occitane; folk, hard rock etc...
- Théâtre : des montages réalisés par des élèves ou des enseignants ou d'autres sur l'école à St Nazaire, au Mans, dans la région...
- Vidéo : Clairvaux, Orlo, immigrés, Descartes, le Bac etc....

Stands :

- jeux de kermesse : détourner des jeux traditionnels en parodie de l'école ; en inventer de nouveaux.

PASSAGE DU VOISIN SAMEDI 21.
NOUS APPELONS DONC TOUS CEUX QUI VEULENT REPRENDRE LA RUE, VENIR.

- Expositions, débats, forums : préparés par des groupes ou des individus ; ouverts à tous.
- Boisson.
- Casse-croute.

Préparation le jeudi 19 mai et le vendredi 20 mai à la M. J. E. P. de Saint Nazaire, 33 boulevard Victor Hugo.

Venez nombreux, apporter votre énergie, vos idées de jeux, d'expositions etc... votre envie de vous exprimer, de vous amuser et de créer...

La semaine suivante, d'autres animations seront possibles dans les quartiers, en utilisant le matériel disponible, selon la demande et l'initiative des différentes organisations de quartier.

**LES PIÉTONS
PARLENT AUX PIÉTONS
(suite)**

Nous faisons suite à l'article paru dans le dernier APL afin de vous donner de plus amples renseignements sur l'intervention proposée.

Elle se fera le samedi 21 mai, passage du voisin (à côté de St Nicolas).

Cette intervention est située dans la rue pour la possibilité de contact et de diffusion qu'offre celle-ci.

La définition en est simple : une "exposition" (*) où tout le monde, et non plus seulement les artistes, est invité à participer, et à montrer ce qu'il fait (dessins, peintures, musique, textes etc....) à discuter, à refuser de vendre ou d'acheter, et à redécouvrir la gratuité de la véritable création. (*) c'est le seul mot à notre disposition.

Pourquoi ? D'abord parce qu'elle est légitime.

Parce qu'elle peut redonner à la rue sa réalité de lieu de rencontre, et empêcher qu'elle ne soit qu'un plateau commerçant.

Mais aussi pour sortir la création du ghetto des écoles d'art et du milieu artistique, en proposant une diffusion qui se fasse contre la commercialisation des "oeuvres d'art", qui soit accessible à tous, et qui lui reconne ses droits et ses valeurs.

V
E
N
E
Z
T
O
U
S
L
E
21

A.P.L. ST-NAZAIRE avait convoqué une réunion élargie afin de faire un premier bilan de son action.

Un bilan positif d'une part, parce que plusieurs abonnements et promesses d'abonnements sur St-Nazaire et les environs ont eu lieu depuis que l'A.P.L. St-Nazaire est née.

Plusieurs organismes ou organisations ont pris pour habitude d'envoyer des communiqués à l'A.P.L. et ça, c'est un bien.

D'autre part, pour le négatif, le fait que très peu de gens viennent le jeudi soir n'est pas positif. Il y en a qui viennent parce qu'ils ont un texte avec eux et puis quand ils n'ont pas de texte, ils ne sont pas là ! REGRETABLE.....

Il a été de porter notre action vers les dépôts de journaux dès la semaine prochaine, ce sera signalé dans l'A.P.L. le où les dépôts de journaux qui ont bien voulu accepter l'A.P.L. à la vente.

Une lettre va être envoyée à tous les organismes ou organisations, associations de St-Nazaire et des environs pour leur signaler notre présence à St-Nazaire et qu'ils pourront passer les communiqués qu'ils désirent et bien sûr, et même surtout, venir aux réunions A.P.L. St-Nazaire.

L'A.P.L. Nantes va nous communiquer la liste des abonnés sur la région de St-Nazaire pour que nous puissions rentrer en contact avec eux directement.

Amis lecteurs, vous n'êtes pas que des lecteurs, vous êtes aussi des informateurs potentiels, alors quand vous savez quelques choses d'important ou non que les autres ne savent pas, n'hésitez pas à écrire ou téléphoner.

=====
**L'USINE d'ÉLECTRICITÉ
LAUDREN OCCUPÉE !**

La Direction veut supprimer l'atelier bobinage ce qui équivaldrait à 11 emplois supprimer.

Les délégués craignent des conséquences

pour l'agence de St-Nazaire.

La Direction avoue que la garantie de l'emploi serait en fonction des commandes.

Pour s'opposer à cela, le Personnel a décidé d'occuper les locaux de l'entreprise.

Ils se sont rendus à la Sous-Préfecture en manifestation, puis à l'Inspection du Travail.

Laudren maintient sa décision de liquidation, la C.G.T. demande une réunion de Comité d'entreprise.

ÉCOLOGIE - CRIN *Proposition* *Commune*

Une réunion du Groupe Ecologique de St-Nazaire et de la Presqu'île (C.R.I.N.) a eu lieu à la M.J.E.P. le mercredi 11 mai.

Une trentaine de participants. Des décisions :

- Constitution d'un Groupe Ecologique informel, pouvant utiliser un local,

- Rédaction d'une plate-forme écologique pouvant regrouper l'ensemble des militants écologiques de la région, et permettre l'action commune de multiples commissions, pour :

organiser une action d'auto-réduction de 15 % des factures E.D.F.

regrouper l'argent nécessaire à l'achat de parts pour le Groupement Foncier Agricole du Pellerin,

préparer une exposition sur les problèmes écologiques autour de l'estuaire de la Loire.

préparer une participation au rassemblement du 30 juillet à Malville,

continuer l'information sur l'électronucléaire, au Chariboumnaz, à Montoir, où nous avons été invités par le P.S.U. ,

PROCHAINE RÉUNION GÉNÉRALE : LE MERCREDI
26 MAI À 20 H 30 À LA M. J. E. P.

LE COLLECTIF SE RÉUNIT TOUS LES JEUDIS CHEZ PÉPIN, À 18H30

6, RUE ROGER SALENGRO... TÉL. 22.22.86

REPRESSION

Le C.I.D.P.P.E.O. proteste énergiquement contre l'arrestation à Naples le 1er mai 1977 de l'avocat Severio SENESE.

Cette arrestation effectuée sous prétexte de soutien à une organisation criminelle est une manœuvre des services de sécurité italiens en vue de criminaliser la lutte décidée d'un avocat contre les atteintes aux droits des détenus politiques.

La détention de l'avocat SENESE représente une attaque contre la défense politique en Italie ; elle vise à priver les détenus politiques des Noyaux Armés prolétariens de leur avocat de confiance.

Depuis plusieurs années, les services de sécurité de la R. F. A. attaquent les avocats des détenus politiques, par exemple par des campagnes de presse, par des lois d'exception éliminant une défense efficace ainsi que par des détentions bien calculées.

L'adoption de cette pratique par les autorités italiennes donne une dimension européenne aux attaques portées contre la défense.

Nous exigeons la libération immédiate sans aucune condition de l'avocat SENESE.

Liège le 6 mai 1977

C.I.D.P.P.E.O. groupe d'initiative pour un Secrétariat International



OCTOBRE 1976 : la presse fait grand tapage autour du procès de Patrick Henry, en réveillant le débat "pour ou contre la peine de mort".

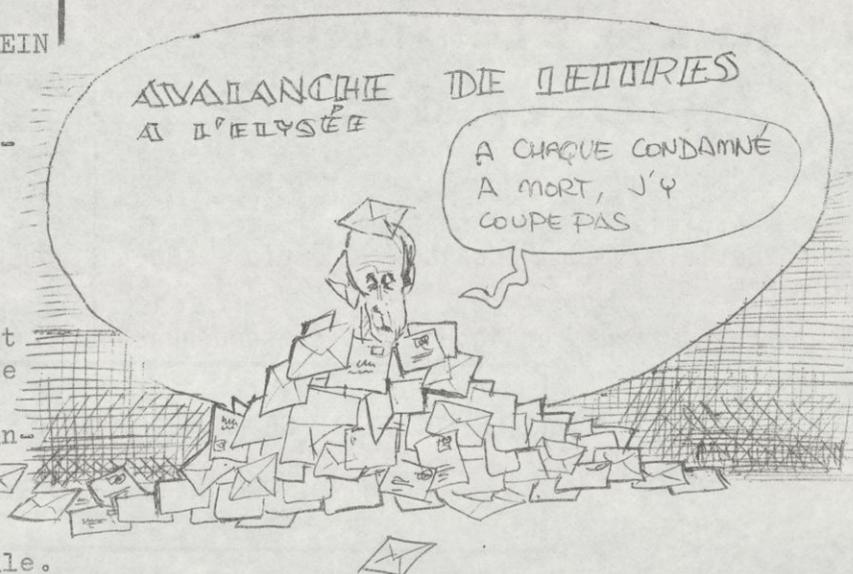
Pour avoir tué le petit Philippe enfant de milieu favorisé, Patrick Henry a été condamné à perpétuité.

A la même époque, Jérôme CARREIN travailleur immigré, a été condamné à mort pour avoir tué une fillette : la presse, pour lui, ne s'est pas mobilisée.

"Deux poids, deux mesures"... il reste le recours en grâce.

Si vous êtes contre la peine de mort, vous pouvez écrire rapidement au Président de la République et faire circuler cette information, afin que Jérôme CARREIN ait, lui aussi, sa chance.

ECRIRE à Mr Valéry Giscard D'Estaing, Palais de l'Elysée Paris. Lettre recommandée en franchise postale.



à la m.a.n. (maison d'administration nouvelle)

climat tendu

DEFENDONS LES 3 INculpÉS!

A la suite d'un très mauvais fonctionnement de la climatisation, causant une gêne fréquente et importante au personnel, la majorité des personnes présentes à la MAN a tenu à exprimer spontanément son mécontentement aux installateurs de la climatisation venus le jeudi 3 mars 77 présenter leur matériel à des ingénieurs de l'extérieur.

Depuis, l'installation des services de la Man, le personnel se plaint du dispositif de climatisation, a demandé régulièrement au Régisseur de l'immeuble d'intervenir auprès des autorités compétentes et de l'installateur sans avoir jamais obtenu le moindre résultat.

Le Jeudi 3 mars, le Régisseur a refusé de prendre en compte les revendications légitimes exposées par l'Intersyndicale. Son attitude violente et déplaisante a provoqué une tension parmi le personnel (plus de 150 personnes présentes) : bruit, lumière, entassement, plateaux paysagers...

Telles sont les raisons pour lesquelles une certaine animation sans

POUR LE MAINTIEN DE L'IMP* DE PONTCHATEAU

Chaque fois que des parents d'enfants handicapés se sont regroupés au sein d'Associations de défense la CGT s'en est félicitée.

Mais nos organisations ont répété leur désaccord chaque fois que ces Associations ont décidé de substituer l'Etat en créant des écoles pour accueillir les jeunes handicapés.

IMP = institut medico pedagogique

conséquence s'est produite auprès du bureau du Régisseur. Dans son affolement, celui-ci a cru bon de faire appel aux forces de l'ordre.

Suite à ces événements, trois travailleurs de la MAN manifestement choisis au hasard et plus particulièrement parmi les syndiqués, sont convoqués chez un juge d'instruction en tant qu'inculpés...

L'intersyndicale de la MAN s'étonne qu'une telle procédure puisse être engagée pour une action légitime sans gravité menée par l'ensemble du personnel et visant à obtenir de meilleures conditions de travail.

Nous demandons dès à présent, à toutes les organisations syndicales et à tous les travailleurs d'être prêts à se mobiliser pour la défense de nos camarades.

Intersyndicale CFTD
CGT - FO M.A.N.



Ce fut le cas d' l'Association des PAPILLONS BLANCS de St Nazaire qui a créé ces dernières années plusieurs établissements qu'elle gère directement.

Aujourd'hui cette association décide, sans que rien d'autre soit créé, de fermer l'Institut Médico Pédagogique de PONTCHATEAU !

.../...

La décision est prise :

- Sans consultation préalable des parents de Pontchateau ;
- Sans consultation du personnel ;
- Sans étude sérieuse des besoins pour les prochaines années ;
- Sans recherche approfondie d'autres solutions.

Les Administrateurs de l'Association justifient, ce faisant, les craintes exprimées par la CGT de voir les parents inspirés, à l'origine des meilleures intentions, devenir des gestionnaires, avant tout soucieux de rentabilité.

Ce n'est plus l'intérêt des enfants qui prime pour ces administrateurs auxiliaires zélés de l'Administration Publique.

Ils ne sont plus que les instruments dociles du pouvoir.

Conscients d'avoir trahi leurs objectifs, ils en arrivent désormais à fuir les parents de Pontchateau et le personnel qui demandent à être informés.

Ainsi, le 27 Avril avait lieu une réunion entre l'Association, la DASS, les Maires, seule la Présidente de l'Association refusa de venir dialoguer avec les parents inquiets, le personnel de l'IMP, les Organisations locales venues aux nouvelles.

Le 2 mai devait se tenir à ST NAZAIRE, une réunion extraordinaire du Conseil d'Administration, elle fut annulée, les parents intéressés ont fait le déplacement pour rien. Une telle désinvolture de l'Association des Papillons Blancs est intolérable !

La CGT dénonce également l'attitude de la Direction Départementale de L'Action Sanitaire et Sociale qui, en favorisant les établissements à grand effectif au détriment des petites structures prend la responsabilité de supprimer des emplois, dévalorise les services rendus par les petits établissements.

Nous retrouvons dans cette attitude les conséquences directes de la politique gouvernementale actuelle.

Le Syndicat Départemental de l'Enfance Inadaptée CGT se prononce clairement pour le maintien de l'IMP et la création d'une section d'IMPRO à PONTCHATEAU.

Il se félicite de ce que les municipalités aient décidé de se regrouper dans un syndicat inter-communal, pour la satisfaction des besoins des jeunes handicapés, de la région Pontchatelaine.

Il dénoncerait cependant toute solution qui aurait pour conséquence de faire supporter la charge des équipements par les contribuables locaux.

L'EDUCATION, LA SANTE doivent être supportés par le BUDGET DE L'ETAT.

Pour ce motif, mais aussi pour des raisons éducatives nous disons que la solution idéale ne réside pas dans la création d'une grosse structure concentrationnaire qui accueillerait des jeunes de la petite enfance à l'age adulte (IMP+ IMPRO + CAT).

Le Syndicat Départemental de l'Enfance Inadaptée demande que l'Association des Papillons Blancs de St Nazaire revienne sur sa décision.

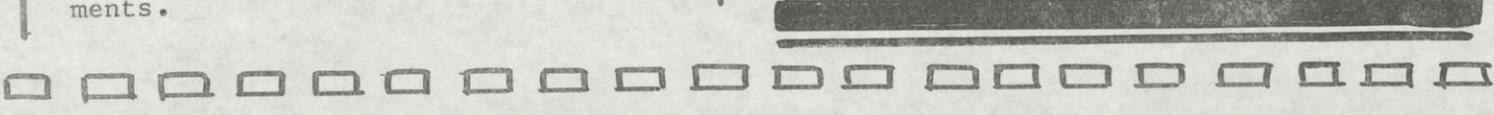
Les démarches nécessaires pour le maintien de l'IMP à Pontchateau pendant un an, doivent être effectuées. Ceci dans l'intérêt évident des élèves et du personnel.

Cette année de délai devrait être mise à profit pour rechercher une solution d'avenir en concertation avec le syndicat intercommunal, les familles et les représentants du personnel.

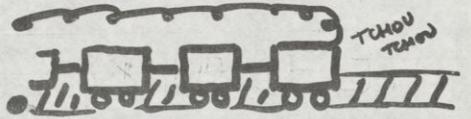
Le Syndicat Départemental CGT agira dans ce sens au sein du Comité de Défense qui s'est constitué à Pontchateau.

Il continuera à défendre ces positions, tout en participant aux actions communes élaborées au sein du Comité de Défense, et qui nous paraissent être dans l'intérêt des enfants handicapés et dans l'intérêt du personnel.

CGT / FSM



S.N.C.F. LA RENTABILISATION VA BON TRAIN...



La SNCF d'après la convention de 1937 doit être gérée de façon "industrielle" c'est-à-dire, doit couvrir les dépenses.

Afin d'être compétitive vis-à-vis du développement du transport routier depuis la guerre, elle a dû engager des investissements considérables, en modernisant son réseau. Cette modernisation a servi de deux manières à rentabiliser la SNCF : d'une part, en permettant un trafic supérieur, et plus rapide sur les grands axes, d'autre part, en permettant de diminuer considérablement le personnel. Ainsi entre 1938 et 1970, la multiplication de la traction électrique, des postes PRS (Poste commandant à distance l'aiguillage d'une gare), du bloc automatique (espacement automatique des trains) les méthodes de gestion marchandise centralisé par ordinateur, ont permis une augmentation du trafic de 1 à 2, 3 et une diminution du personnel de 500 à 300 mille. L'insécurité de ces investissements non rentables à court terme ne pouvait être prise en charge que par l'Etat. La SNCF devant entretenir elle-même ses voies, contrairement aux transports routiers, son budget s'en est trouvé systématiquement déficitaire. Jusqu'en 1970, l'Etat comblait automatiquement ce déficit.

● A partir de 1971, l'Etat a mis en demeure la SNCF de rentabiliser à tout prix en lui donnant la liberté d'action en matière technique et commerciale, afin d'équilibrer ses recettes et dépenses. L'Etat se réserve le droit de contribuer ou non à résorber le déficit.

Ceci explique l'accentuation de toutes les mesures radicales d'austérité et de rationalisation mises en place depuis 1970. Elles se traduisent pour les cheminots par une compression d'effectifs, des conditions de travail détériorées, la sécurité remise en cause, etc.. pour les usagers, une dégradation continue du service et par le passage de sec-teurs entiers au privé.

40 000 CHEMINOTS DE MOINS EN SIX ANS

Des années 1970 à 1976, les effectifs SNCF sont passés de 300 000 à 260 000 soit 40 000 cheminots de moins en six ans.

Deux services sont principalement atteints : l'exploitation englobant les agents des gares et passage à niveau. Avec l'industrialisation du bloc automatique sur la ligne NANTES-ANGERS (89 km), soixante postes ont été supprimés, accompagnant la fermeture totale de toutes les gares sauf deux (soit 11). Sur la région de Nantes, 180 gardiens de passages à niveau vont être supprimés durant l'année 77 (suite à l'installation de passages à niveau automatiques et à la fermeture des lignes, ex : NANTES-LIMOGES).

Le Service VB (entretien des voies) faisant le plus les frais de cette austérité a vu ses effectifs de brigade considérablement diminuer, de la moitié dans certains endroits.

Comment la S N C F s'y prend-elle pour diminuer les effectifs ?

Lorsqu'elle prévoit la fermeture d'une gare, ou d'une ligne, elle remplace les cheminots partant en retraite, par des intérimaires, (agents faisant des remplacements dans toute la région), ensuite elle les mute d'office dans d'autres gares. Les départs en retraite ne sont pas compensés par de nouvelles embauches.

Pour diminuer l'effectif même d'une gare, la SNCF instaure la polyvalence. Le même agent, au départ spécialisé, est obligé de faire différentes tâches simultanément. Exemple : à Chateaubriant, gare moyenne, un même agent se voit contraint dans la même journée, de vendre des billets, faire des manoeuvres de rames, préparer les itinéraires dans un poste d'aiguillage...

De plus en plus sévit la déqualification qui amène toujours plus de responsabilités pour un salaire équivalent. Ex : le PRS de Nantes, où le poste a été déclassé malgré les manoeuvres supplémentaires à effectuer.

Cette compression d'effectifs entraîne un accroissement des déplacements,

SNCF (Suite) -

mutations d'intérim et embauche de quelques auxiliaires pour faire face aux affluences du trafic (une certaine région de Nantes, l'été).

● La baisse d'effectifs entraîne un travail supplémentaire pour chaque catégorie et la suppression des temps morts.

De plus elle entraîne une multiplication des risques d'accidents : Exemples : nombreuses traversées des voies, sur les pistes non éclairées, la nuit et en vélo, attelage des wagons non freinés, même nombre d'agents, quelque soient les conditions atmosphériques et la visibilité, etc... Ces risques sont encore accrus lors d'une pointe de trafic exceptionnel (cet été, transport de paille).

Sur les machines, la présence de deux agents, déjà supprimée sur les trains de voyageurs (présence d'un contrôleur) tend à se généraliser sur l'ensemble des trains. Dans l'Ouest, sur les lignes NANTES-SEGRE via Chateaubriant, l'agent de conduite est seul, à la merci d'une défaillance !

L'installation d'appareils électroniques entraîne des conditions de travail totalement nouvelles pour de nombreux agents.

Les PRS regroupant beaucoup plus d'aiguillages que les anciens postes à leviers, demandent une attention soutenue pendant huit heures et donc une grande tension nerveuse.

Seule, une traverse sur trois est remplacée

La restriction des crédits se fait particulièrement sentir au service d'entretien des voies. Des renouvellements complets de voies anciennes (de plus de 40 ans pour la voie Savenay-Donges) seront reportés à des dates ultérieures !

Seule une traverse sur trois est remplacée ; les voies de manoeuvre sont dans certains triages, dans un état lamentable (13 déraillements en un

mois gare de Nantes-Chantenay).

La vérification des voies et aiguillages est de plus en plus aléatoires. Chacun a en mémoire, l'accident du rapide près de Lyon voilà un an (l'aiguille a cassé au passage du train).

Les organes de roulement et freinage ne sont plus surveillés par les "visiteurs" de gare !

Les filiales passent au privé

L'entretien des voies est passé aux mains d'entreprises sous-traitantes. Celles-ci emploient en majorité des travailleurs immigrés. Ils travaillent jusqu'à 14 heures par jour et six jours par semaine. Ils sont logés dans de vieux wagons, le long de la voie. C'est évidemment plus rentable que d'employer des vieux cheminots astreints à une réglementation du travail précise et acquise par les luttes. En entretenant plusieurs entreprises concurrentes qui ne vivent qu'avec ses commandes, la SNCF est certaine d'avoir un entretien à bas prix et tente d'éviter les "inconvenients" des grèves !

D'autres secteurs sont également gérés par des filiales : le service national des messageries qui dépend encore de la SNCF malgré l'exploitation faite par des camions du privé où Calberson est majoritaire.

L'ensemble du trafic des containers est géré par des capitaux privés sous contrôle SNCF. L'ensemble du parc marchandise privé est donné en gérance à la Société Générale des Wagons à laquelle la SNCF tente de vendre ses wagons du parc commercial.

Le passage du trafic des colis express au SERNAM est envisagé ainsi que la mise en place d'un "service national voyageur" SERNAM regroupant les agences de voyages et les guichets SNCF !

Ce démantèlement remet en cause le statut du cheminot pour les travailleurs de ces filiales donc les avantages acquis par les luttes.

.../...

SNCF (suite)

suppression des petites Lignes

La rentabilisation a également de grosses répercussions au niveau du service voyageur et des marchandises.

- L'absence de personnel suffisant amène un manque de prise en charge des voyageurs et des files d'attente au guichet.

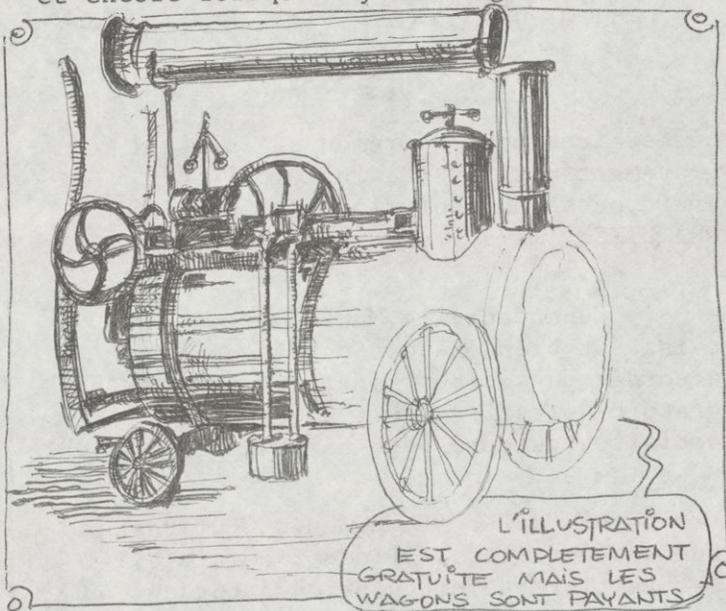
- L'obligation de payer des suppléments pour pouvoir voyager dans des tranches d'heures intéressantes.

- Une politique de prestige (par ex. les trains Trans-Europ-Express) pour les grandes relations commerciales. A l'inverse, de vieux wagons et de vieux autorails bondés sont jugés suffisants pour les "trains ouvriers". Ex : Nantes-St-Nazaire : wagons 1925. Exemple identique pour les départs en vacances.

- Le nombre de trains sur les grandes lignes, où seul le voyageur de 1ère classe a une place assise assurée, est de plus en plus important.

- La même politique de prestige pour obtenir des relations ultra-rapides entraîne dès le moindre accident, des retards en cascade.

- L'impossibilité pour un voyageur, d'aller rapidement d'un point à un autre situé en dehors des quelques grands axes (principalement sur Paris), et encore lorsqu'il y a une gare...



L'ILLUSTRATION
EST COMPLETEMENT
GRATUITE MAIS LES
WAGONS SONT PAYANTS

Avant la guerre, chaque compagnie possédait un ensemble de relations de village à village, organisé en fonction de l'économie locale (marché, foire, etc...).

Ce réseau très serré a commencé à être nationalisé dès la mise en place des grands axes par la SNCF. On a vu des lignes comme Paris-Bordeaux, via Saumur Niort, mise en voie unique et donc délaissée.

Tandis qu'on modernisait ces mêmes grands axes, parallèlement, les réseaux secondaires furent délaissés.

La suppression du service voyageur, puis du service marchandise avec les fermetures des lignes, s'est effectuée alors par vagues successives dès les années soixante.

Fermeture des Gares, ...

Elle ferme les gares au service des colis, des clients sont alors obligés de se rendre dans une gare voisine plus importante. Ils doivent alors y transporter leurs marchandises, choisissant carrément le transport routier pour les moyennes distances.

Pour les voyageurs on met en place, un service omnibus ne correspondant nullement à des horaires adaptés aux usagers, et des omnibus sans correspondance. Par exemple, Nantes-Cholet (deux trains dans chaque sens).

Les gares ne comportant aucun agent ne peuvent, évidemment, délivrer ni de billets ni de réservations, ni de renseignements horaires. Le résultat des statistiques "montrera" alors la "non-rentabilité" de la ligne (d'autant que la plupart des voyageurs ont des cartes de réduction) ; d'où la suppression de la ligne.

Comme l'Etat refuse de payer le déficit des omnibus sur l'ensemble des lignes, la SNCF élabore aujourd'hui un plan systématique de suppression des omnibus.

La mort à petits feux des régions

Les voyageurs les plus touchés par ces suppressions sont les ouvriers et les enfants de ruraux.

.../...

SNCF (suite)

● Au niveau marchandise, on ôte la possibilité de développement de petites industries et de désenclavement de région.

Ce qui veut dire qu'on tue toute politique de décentralisation (qui fait l'objet des belles paroles du gouvernement).

Dans leur état actuel, les services omnibus et les petites lignes nécessiteraient des investissements réels afin d'améliorer leur confort, leur rapidité, et leur sécurité.

L'absence d'améliorations est utilisée comme prétexte pour la suppression.

Si elles ont servi au départ à permettre l'essor d'une certaine activité économique à la campagne leur suppression compromet gravement l'activité des régions. Une politique des transports prenant en compte les intérêts des régions et des populations ne peut se construire que si elle rejette la notion de profit opposée à celle de moyens mis au service du peuple.

Pour la France socialiste, l'intérêt du développement du chemin de fer est évident.

Il occupe une place limitée, il dépense peu d'énergie, et peut permettre les liaisons rapides entre les grandes villes et inter-régional dans des conditions optimales de confort et de sécurité.

Ce sera un des moyens de décongestionner les routes, d'éviter de nombreux accidents de la route.

La mise en place des relations terminales évitera, de surcroît, la détérioration des routes.

Extrait Quotidien du Peuple

ENFIN UN PREMIER PAS VERS LA GRATUITÉ DES BUS

De nombreuses actions menées depuis deux ans - délégation, manifestations, information dans la rue et dans les A.N.P.E. - ont enfin abouti à un premier résultat concret :

12 TICKETS GRATUITS PAR QUATORZAINE,
sont accordés aux chômeurs attestant d'un plafond de ressources ne dépassant pas 2 300 F par mois.

Mais ce nombre restreint de tickets ne permet que des déplacements limités : 6 aller-retour par quatorzaine.

Comment chercher du travail dans ces conditions ? Sans parler des autres démarches et distractions minimales



nécessaires pour se remonter le moral gravement atteint (La municipalité avait pensé nous offrir les FLORALIES GRATUITES, mais y a renoncé !).

Cependant, la Municipalité nantaise est bien en-deçà des avantages accordés dans d'autres villes (cinéma gratuit ou tarif réduit pour certaines activités culturelles, par exemple).

Le Collectif Chômeurs CFDT reste sur ses positions. Il continuera d'exiger le titre de circulation accordant un nombre de voyages illimité et valable même pour les jours fériés (la Municipalité n'y est pas opposée).

.../...

Il continuera d'exiger :

- Un acompte sur les indemnités dès la première quatorzaine de pointage ;
- Suspension immédiate des expulsions, saisies immobilières, coupures de gaz et d'électricité ;
- Un minimum égal au SMIC pour tous les demandeurs d'emploi.
- Développement des moyens des ANPE et ASSEDIC et simplification des dossiers ;
- Retour aux 40 Heures sans perte de salaire et abaissement de l'âge de la retraite à 60 Ans.
- La crèche et la cantine gratuites pour tous les enfants des chômeurs.

**ET POURTANT...
ALAIN CHENARD
AVAIT DIT**



Question APL : La gratuite des transports en commun dans quel délai ? dans quelles limites ?

INTERVIEW DE CHENARD
4 APL:178

Réponse A. CHENARD

"Oui, oui, il y a des limites et des délais.
D'abord, première observation, on tombe sur un budget qui est déjà voté pour 77, il n'y a donc pratiquement rien de possible. Par contre, ce qui se fera immédiatement c'est l'application de la gratuité aux chômeurs.

Je trouve scandaleux qu'un gars qui cherche du boulot et qui n'a pas d'indemnité, ce qui est le cas de 80 % d'entre eux, soit obligé de payer son bus. C'est probablement à la première séance de Conseil Municipal, ce sera peut-être le seul dossier, mais ça sera la mesure la plus immédiate qu'on prendra.

On évalue à peu près à 300 millions la recette annuelle faite sur le dos des chômeurs. Ça suffit comme ça ! c'est l'équivalent du bakchich de M. le Baron Empain ! (NDLR : Empain possède la plupart des sociétés de transport en commun des villes de province françaises, dont Nantes).

LA NAVALE SABORDÉE

Deux chômeurs morts à Nantes.
Les ajusteurs de la SNIAS tondent les pelouses.
Licenciements aux Chantiers Navals.

Une rumeur parcourt les rues de Nantes. Le chômage a tué.
On a retrouvé un homme de 34 ans noyé dans la Loire.
Depuis deux ans, il vivait de l'allocation chômage.
Un jeune homme de 25 ans lui aussi chômeur, s'est pendu.

La rumeur se fait tumulte. Nantes souffre de ses 16 000 chômeurs dont la moitié n'ont pas 25 Ans, et la situation s'obscurcit encore.

Les chantiers navals et la construction aéronautique sont à nouveau frap-

pés, les bases de l'économie régionale vacillent.

Le Directeur du chantier naval nantais de Dubigeon-Normandie déclarait en juillet dernier aux 2 500 travailleurs de l'entreprise : "Ne vous faites pas d'illusions, personne ne souhaite le maintien de la construction navale à Nantes, c'est une certitude."

Une certitude confirmée récemment, par le projet de licenciement collectif qui prévoit un allègement des effectifs de 508 personnes. Ce nouvel assaut contre

.../...

les chantiers navals ne doit en rien à la concurrence japonaise comme se plait à le souligner le discours officiel.

Monsieur CAVAILLE lui-même affirmait qu'il fallait supprimer dans la profession de 5 à 6 000 emplois. Pour réaliser cet objectif, les patrons de la navale ont reçu du gouvernement en 1976 1 milliard 58 millions d'aide publique.

Nantes, sur ses murs, ses ponts porte le témoignage de la résistance de ses travailleurs. Un slogan envahit la ville comme hier le blason de la Duchesse Anne : "Dubigeon vivra, la navale ne coulera pas".

A LA SNIAS

L'usine de la SNIAS de Nantes-Bouguenais, devient le terrain privilégié des virtuoses de l'insecticide, de la binette et de la tondeuse à gazon.

Le plan de charge de l'usine prévoit une réduction du temps de travail, de 55 000 heures par mois. Le Concorde, l'Airbus, suspendus aux décisions américaines, alors comme dira un travailleur, la direction "organise la désorganisation".

"J'étais P-3. Maintenant, je bine, je racle, les allées, je tonds les pelouses. Ce qui fait dire aux copains que l'herbe est coupée au pied à coulisse".

Il était ajusteur!

Un copain d'atelier, se promène avec sur le dos un pulvérisateur. Interrogé sur son activité celui-ci répond : "Je chasse les petites bêtes".

Un autre, qui travaillait, hier, sur le Transall et le Concorde, aujourd'hui, débusque la poussière :

"On m'a fait démonter un four pour nettoyer les radiateurs. Ils étaient propres, alors on a remonté le four. Que l'on vienne pas nous dire après que les américains travaillent mieux que nous. Simplement, eux, ils imposent leur camelote".

Ces travailleurs de l'inutile, la direction les appelle comme par dérision les "commandos". Les travailleurs, eux, se sont rebaptisés les "ajusteurs de pelouses". Cette chienlit n'est pas innocente : le VIIe plan prévoit la suppression de 875 emplois dans cette usine, d'où la nécessaire compagne de démobilisation que mène la direction.

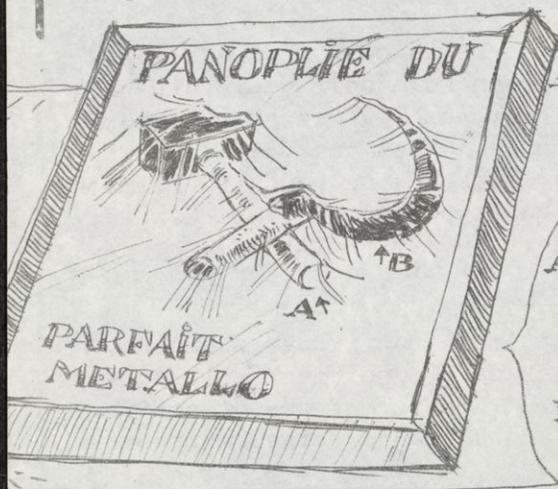
"Par relations chacun d'entre nous peut savoir que telle ou telle entreprise est surchargée et est susceptible de soustraire une partie de sa charge". Voilà ce que la Direction appelait le 26 avril dernier : "l'appel aux bonnes volontés".

Transformer chaque travailleur en démarcheur de la SNIAS auprès de chaque artisan local. Une opération qui vise peut-être le remboursement du bâtiment K-33 qui a coûté plus d'un milliard de centimes, 15 cuves de traitement de surface unique en Europe s'y trouvent inutilisées depuis trois ans.

Les travailleurs appellent ce bâtiment : "La Villette". Et ce scandale n'est rien comparé à l'énorme potentiel technique économique et humain qui est ici immobilisé, paralysé.

Cette indignation les travailleurs la matérialisent par des débrayages nombreux et massifs. Par trois fois, les gars de la SNIAS au cours du mois d'avril ont envahi le pavé pour porter sur la place publique le gaspillage enfermé dans l'enceinte de leur usine.

Extrait Humanité 10.05.77



A: QUAND LES GUEULANTES DES PTITS CHEFS N'ARRIVENT PAS A COUVRIR LE BRUIT DES MACHINES.

B: QUAND LE BRUIT DU GAZON QUI POUSSE COUVRE LE SILENCE DES MACHINES.

**CHAUTY:
PRÊT POUR 78
-contre les bus gratuits!**

Le sénateur Chauty, promoteur politique de l'aérodrome de Notre Dame des Landes, puis de la centrale nucléaire du Pellerin, a été battu aux municipales de 77 à Saint Herblain dont il était le maire, par J. M. Ayrault (PS).

N'ayant rien perdu, apparemment de sa combativité, ce représentant caractéristique de la droite agressive vient d'envoyer à J. M. Ayrault la lettre suivante.

« "J'ai lu dans les journaux locaux les conditions que la ville de Nantes requérait des chômeurs pour leur accorder des titres de transport gratuits.

Ma stupéfaction a été grande, mais comme j'ai déjà reçu des appels nombreux à ce sujet, je me permets de vous en faire part, car la ville de Saint Herblain aura à statuer sur ce sujet. **Et l'impact financier ??**

A moins d'erreur, j'ai lu qu'il serait accordé 12 titres gratuits de transports par quatorzaine aux chômeurs ayant moins de 2 300 F. par mois, et ce au vu d'une attestation d'honneur.

Que le contrôle d'une telle mesure soit malaisé j'en conviens, mais de là à présenter une attestation d'honneur alors qu'il existe des pièces justificatives des indemnités reçues, cela semble un peu simpliste.

Par ailleurs, a-t-on mesuré l'impact du niveau financier retenu ?

La situation du chômeur est épouvantable, humainement, pour nombre d'entre eux, et même dégradante dans certains cas.

Par contre, a-t-on réalisé qu'il y avait dans l'agglomération nantaise, des milliers de personnes qui n'avaient pas demandé quoi que ce soit et qui ne gagnent pas 2 300 F. par mois ?

J'en cite quelques unes : Jeunes travaillant avec des salaires bien au-dessous de l'échelle retenue, par

centaines, sinon plusieurs milliers ; des personnes qui, sans être au chômage ne font pas 40 H par semaine, dans certaines catégories la masse se chiffre aussi par centaines (intérimaires, saisonniers etc...) ; des retraités entre 60 et 65 ans, non couverts par le statut des personnes âgées, une quantité importante ;

Et toutes ces femmes seules avec ou sans enfant, au bord du désespoir, voire du suicide, sans compter les employées de maison, les femmes de ménage, soit également plusieurs centaines. **groupes de pension!**

Mais tous ceux là n'appartiennent pas à des groupes de pression bien organisés, ils tiennent, ils payent et ne réclament pas.

Injustice!!

En fait, la mesure prise, dans la forme où elle l'est, peut déclencher une injustice beaucoup plus grande encore que celle à laquelle on a voulu remédier.

C'est d'ailleurs cette considération qui avait empêché le syndicat de prendre une décision favorable avant les élections. (!!!!)

Devant les appels reçus, je me suis fait un devoir de vous communiquer les sentiments exprimés par leurs auteurs, pour que vous puissiez en tenir compte.

Il serait également souhaitable que le cout de ces mesures et leur répercussion sur les budgets communaux soient exposés, dès maintenant, clairement aux citoyens qui ont le droit de savoir le prix que cela coute". >>

ANNEXE



L'EMBLÈME DE CHAUTY AUX DERNIÈRES ELECTIONS MUNICIPALES



L'EMBLÈME TRADITIONNEL DE TOUTS LES GROUPES FASCISTES.

TOUTE RESSEMBLANCE ENTRE LES 2 SERAIT LE FRUIT DE VOS SENS DÉRÉGULÉS ET DE VOTRE IMAGINATION DELIRANTE

